

L'EMPIRE EUROPÉEN DÉFIÉ DE TOUS CÔTÉS

# Alerte sur la déconstruction de l'UE

*Les solutions existent mais passent par une solidarité renforcée entre États membres dont les électeurs ne veulent pas.*



*Toutes les solutions efficaces passent par un saut important de solidarité entre États membres et par plus de partage dans la décision communautaire. (Photo Freepik)*

Les élites européennes prennent peur. Le décrochage de l'économie est avéré. Le décrochage de l'intégrité de la démocratie vers des incarnations autoritaires fait partie des risques existentiels. La déconstruction de l'Union européenne (UE) à vingt-sept est une possibilité et non plus un scénario impensable. L'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche ne sera qu'un accélérateur du délitement transatlantique. Le danger sous-évalué vient du grignotage permanent de l'attaquant russe.

Rien n'est perdu. Les solutions européennes existent. Seulement voilà, toutes les solutions efficaces passent par un saut important de solidarité entre États membres et par plus de partage dans la décision communautaire. Problème, les électeurs n'en veulent pas. Les partis politiques qui préfèrent les solutions nationales gagnent des points. Pour sortir des réflexes enkystés depuis des décennies il faudrait une volonté politique commune... hors du commun. Nul ne l'aperçoit.

## **Le leadership européen, terrain miné**

Le leadership européen est incompris. Les urnes se fourvoient dans la régression populiste parce que la plus-value de Bruxelles se perd dans les abus normatifs. De façon plus profonde, il y aurait une trahison des clercs version 2024. La responsabilité en incomberait à la Commission, notamment pour laisser-aller sur le défi majeur du contrôle de l'immigration aux frontières et au sein de l'espace

Schengen. La présentation du Pacte sur l'asile et l'immigration constitue une amorce de réponse sans changer la donne.

Le "modèle illibéral" hongrois en fait son miel et craquelle de l'intérieur l'empire européen. Il y a urgence, alerte ressaisissement. Tout dépendra de la capacité des Vingt-sept à gérer en européen les chocs à venir. Ce sera la mission de la Commission "dernière chance". Elle présente à Strasbourg ses candidats au suffrage des euro-députés, lors d'auditions du 4 au 12 novembre. Mais dans un hémicycle où les pro-intégrationnistes sont en recul et où les directives trop unificatrices sont en voie de détricotage. La nouvelle législature avance en terrain miné.

## **Les seuils de vigilance sont franchis un à un**

Le train-train bruxellois moquera le déclenchement des sirènes, alors que les seuils de vigilance sont franchis un à un. Ce lundi 4 novembre, la Commission publie une déclaration, naguère inimaginable, sur le second tour de l'élection présidentielle en Moldavie : "nous félicitons les autorités pour le bon déroulement de l'élection de Maia Sandu en dépit d'une ingérence sans précédent de la Russie par le biais d'achat de voix et de campagnes de désinformation". Moscou avance méthodiquement des pions afin de déstabiliser la vie démocratique des pays en partenariat de défense et de sécurité avec l'UE. L'élargissement tranquille, entre autres aux Balkans, est directement ciblé.

Des contrées aux marches de l'Union, comme la Moldavie, ou éloignées, comme la Géorgie, en sont au stade des agressions hybrides de la part du Kremlin. Pour l'Ukraine, l'assaut depuis bientôt trois ans est militaire. Faut-il en faire un poste avancé du territoire stratégique de l'UE ou une géographie que l'on abandonne à un détrimement futur ?

Les objectifs flous de défense européens sont un obstacle à une action résolue. Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman, y puise motif à réveil des esprits et levier pour agir.

Il avertit : "Les Européens sont assoupis dans un confort stratégique qu'ils croyaient immuable. Ils font encore preuve d'une faiblesse coupable envers ceux qui revendiquent ouvertement d'être leurs ennemis". Oui, Moscou a choisi pour "ennemi" la construction européenne, sa civilisation, sa prospérité relative. La menace devrait être le déclic pour supprimer les fragmentations au profit, en particulier, de la fabrication "made in EU" des armes de guerre. Les programmes en ce sens restent modestes.

De leur côté, les habitants de l'UE sont à mille lieues de ces enjeux. Ces derniers sont pourtant constitutifs de la façon dont les Vingt-sept trouveront ou pas la force d'âme à une réaction collective. Dans cette perspective, le positionnement de l'allié américain ne peut que renforcer l'alarme. Les palinodies d'un Donald Trump autour de la garantie nucléaire – voire conventionnelle – dans le cadre de l'Otan obligent de fait les capitales de l'Union à tirer un trait sur le "confort stratégique". De là à en tirer des conclusions concrètes, il y a un pas.

La seule force de rappel qui vaille est de bâtir une véritable force technologique. Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, détaille les raisons du recul de compétitivité des usines de l'UE. Énergie plus chère que chez les concurrents, absence de mobilité du travail au sein de l'espace européen, réglementation brisant à la base la créativité des innovateurs, inexistence d'une politique industrielle en faveur de grands champions aux dimensions du continent.

## Une force technologique à bâtir

À partir d'un diagnostic identique, Mario Draghi, l'ancien Premier ministre italien, a récolté pour son rapport un immense succès d'estime. Il déroule 170 propositions constituant un corpus d'action publique rationnel dont la liste n'est jamais que le remède aux failles béantes de l'économie européenne. Tout cela reste emballé dans des cartons dont l'ouverture est incompatible avec l'agenda institutionnel de l'UE.

Les optimistes diront que l'électrochoc «Trump» va obliger la communauté européenne à remiser sa légendaire naïveté pour du réalisme offensif. Les conclusions du Conseil européen de Budapest donneront le la. Un front porte sur la promesse «trumpienne» d'instaurer un droit de douane universel, sur tous les produits importés, de 10% ou 20% selon les discours. Le commerce correspond à 50% du PIB de l'économie européenne, contre 37% pour la Chine et 27% pour les États-Unis. Ce

degré d'ouverture est un facteur de fragilité. Aussi Mario Draghi estime-t-il que *«la priorité principale est de chercher à rétablir le respect des règles de l'Organisation mondiale du commerce, tout en sachant qu'elles sont issues d'un monde où régnait une harmonie géopolitique»*. Qu'en termes galants ces choses-là sont dites.

En ce moment, Bruxelles tente de se raccrocher aux branches en surtaxant jusqu'à 36% les importations de voitures électriques fabriquées en Chine. Tout en prenant soin de s'inscrire dans le cadre de l'OMC «vintage» pour ne pas braquer Pékin. L'Américain Joe Biden est moins regardant : il taxe les mêmes produits à 100%. D'où les envolées de Trump pour du 200%. La morale de l'histoire est claire : les Vingt-sept sont coincés entre les deux Grands.

La position est d'autant plus délicate que l'UE dégage des excédents commerciaux. Pour partie, les capitaux engrangés vont financer la colossale dette publique américaine qui permet auxdits capitaux de revenir en Europe acquérir des entreprises performantes. Un tel circuit est hallucinant.

## Réinventer le fonctionnement des institutions

Enrico Letta, un autre ancien Premier ministre italien, décrit très bien les instruments d'une parade dans *«Des idées nouvelles pour l'Europe»* (Odile Jacob, 2024). Pour les mettre en œuvre, il suffit de réinventer le fonctionnement des institutions ! Sous réserve de trouver à tous les échelons concernés, Bruxelles, États membres,

partenaires sociaux, citoyens, les acteurs partant pour une telle entreprise. Tous ces «gens» ont entre les mains le sort de l'UE et leur propre sort. Le savent-ils ?

L'Italien Enrico Letta leur livre le point central de l'ordre du jour d'une nouvelle législature de rêve. Il s'agirait d'élaborer une stratégie globale pour le marché unique éliminant les barrières encore existantes pour bénéficier pleinement d'un large espace de consommation.

Après la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux, des hommes, Enrico Letta plaide pour une cinquième liberté afin de transformer les connaissances dispersées et les disparités actuelles en opportunités de croissance, d'innovation et d'inclusion. En attendant, les freins à l'éclosion de grands groupes d'IA nouvelle génération perdurent. Elon Musk a immigré aux États-Unis et pas en France.

Outre-Atlantique, les financements sont là. Ici, les marchés de capitaux sont encore cloisonnés entre les Vingt-sept, malgré quelques progrès. L'épargne manque de garanties pour naviguer sereinement. Ici, le budget fédéral de l'UE dépasse à peine les 1% du PIB. Des taxes supplémentaires susciteraient aussitôt une levée de boucliers. Le recours massif à l'emprunt communautaire pour 800 milliards d'euros par an prôné par Mario Draghi est dans l'impasse politique. Tout comme la regrettée dynamique Berlin-Paris. Personne ne veut payer pour un degré de solidarité qui serait inédit. Personne ne veut plus d'Europe. Il y a péril sur le destin de l'UE.

**Jean-Michel LAMY**  
(Le Nouvel Économiste)